

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

(Consultation passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la Commande Publique)

**Communauté de Communes Bresse Louhannaise
Intercom'**

**Maison de l'Entreprise - 1 Place Saint Jean
71500 LOUHANS
Tel : 03.85.60.10.95
@ : contact@blintercom.fr**



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Construction d'une salle de sport intercommunale
à Branges (71500)**

Date limite de réception des offres

05/09/2025 – 12h00

Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Maitrise d'ouvrage :

Communauté de Communes Bresse Louhannaise Intercom'
Maison de l'Entreprise
1 Place Saint Jean
71500 LOUHANS
Tél : 03.85.60.10.95
Courriel : contact@blintercom.fr

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Article 2 – Etendue de la consultation

La présente procédure est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

Article 3 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
Construction d'une salle de sport intercommunale à Branges (71500)

Article 4 – Découpage des prestations

Les prestations sont réparties en 16 lots, attribués par marchés séparés. **La présente consultation concerne uniquement les lots n° 2, 7 et 16 comme suivant :**

Lot n°	Intitulé du lot
1	Fondations – Gros œuvre
2	Charpente Bois et Métal
3	Couverture - Etanchéité
4	Revêtement de façade - Bardage
5	Menuiseries extérieures - Occultation
6	Plafonds suspendus
7	Menuiseries Intérieures - Doublages
8	Revêtements de sols – Revêtement muraux
9	Peinture
10	Serrurerie - Métallerie
11	Equipements sportifs & Vestiaires
12	Plomberie – Chauffage – Ventilation
13	Electricité Courants Forts & Faibles
14	Terrassements – VRD
15	Espaces verts
16	Panneaux Photovoltaïques (base 120 KWc)

Les candidats ont la possibilité de soumissionner sur un, plusieurs ou sur l'ensemble des lots.

Article 5 – Nomenclature CPV

CPV principal	45210000-2	Travaux de construction de bâtiment
---------------	------------	-------------------------------------

Article 6 – Forme(s) du/des marché(s)

Marché ordinaire.

Article 7 – Durée du marché

Les stipulations relatives aux durées et délais sont précisées à l'article "Durée du marché" du CCAP.

Article 8 – Variantes

Il n'est pas exigé de variante de la part de l'acheteur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

Article 9 – Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 10 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <https://www.ternum-bfc.fr/>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet.

Conformément aux obligations de dématérialisation des procédures de marchés publics, aucun DCE papier ne sera délivré.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique du site.

Article 11 – Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article R2151-4-2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

Article 12 – Modifications mineures du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 13 – Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- ✚ Une lettre de candidature établie sur le formulaire DC1, dans sa dernière version à jour (*joint au présent DCE*) entièrement complété, précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat
 - le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s)
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint
 - Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- ✚ Un justificatif prouvant l'habilitation de la personne physique à engager le candidat, et en cas de groupement, justificatif prouvant l'habilitation donnée par les membres du groupement, au mandataire pour le représenter.

- Les renseignements concernant la capacité économique et financière :

- ✚ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objets du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (*Le candidat peut utiliser le formulaire DC2 « Déclaration du candidat » dans sa dernière version à jour, disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr et joint au présent DCE*) ;
- ✚ Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels ;

- Les renseignements concernant la capacité professionnelle :

- ✚ Liste de références sur les cinq dernières années, pour des prestations similaires ou équivalentes à l'objet du marché indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire public ou privé ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir Adjudicateur.

Si des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai raisonnable à compter de la date d'envoi de la demande formulée en ce sens.

Le candidat peut également présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Article 14 – Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

▪ **L'acte d'engagement** et ses éventuelles annexes, complétés par le candidat. (*Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS. L'acte d'engagement sera signé manuscritement avec le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché selon les modalités fixées à l'article 23 du présent Règlement de la Consultation. Ainsi, la signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre est inutile.*

Pour rappel, en cas de soumission sur plusieurs lots, le candidat devra remplir un Acte d'Engagement par lot.

- **La décomposition du prix global forfaitaire** complétée du ou des lots correspondants ;
- **Un mémoire justificatif** reprenant les informations suivantes :
 - *Méthodologie et organisation de chantier spécifique à l'opération avec :*
 - Une note méthodologique spécifique à l'opération

- Les moyens humains prévus pour l'opération,
 - Les moyens techniques et procédés particuliers prévus apportant une réelle valeur ajoutée pour l'opération avec transmission des fiches techniques des matériaux
 - Utilisation de matériaux de réemploi
- *Cohérence du planning des travaux avec :*
- Les délais consacrés aux études
 - Les délais d'approvisionnement des ouvrages ou de fabrication
 - Les délais de réalisation des travaux et le planning de décomposition des tâches en adéquation avec les moyens humains mis en œuvre et en cohérence avec les interactions des autres lots.

Si les documents ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 15 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

Article 16– Cohérence de l'offre

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article Prix de l'Acte d'Engagement (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire figurant à l'Acte d'Engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 17 – Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation de l'offre. Cependant, après l'attribution du marché, il pourra être exigé du groupement titulaire d'adopter la forme juridique du groupement conjoint.

Il sera exigé du mandataire d'un groupement conjoint qu'il soit solidaire de chacun des membres de ce groupement.

Justification par l'acheteur de la nécessité de cette exigence à la bonne exécution des prestations:
Exigence due à la nécessité d'assurer la poursuite des prestations en cas de défaillance d'un membre du groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements
- en qualité de membres de plusieurs groupements

Article 18 – Attribution des lots

Les candidats ont la possibilité de présenter des offres pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Article 19 – Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Critères	Pondération
Prix	60%
Valeur Technique	
<i>Critère 1 : Méthodologie et organisation de chantier spécifique à l'opération</i>	25%
<i>Critère 2 : Cohérence du planning des travaux</i>	15%

Chaque critère se verra attribuer une note variant de 0 à 25, à laquelle sera appliqué le coefficient de pondération correspondant.

- ✚ Le jugement du prix s'appuiera sur le prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement et sera noté selon la formule de notation suivante :

$$NO = \frac{N_{\max i} * (P_{\max i} + P_{\min i} - PO)}{P_{\max i}}$$

Dans laquelle :

NO : Note de l'offre

N_{maxi} = Note maximale (**20 points**)

P_{maxi} = Prix de l'offre le plus élevé

P_{mini} : Prix de l'offre le moins élevé

PO : Prix de l'offre considérée

La note totale sur 20 points se verra appliquer le coefficient de pondération correspondant (60 %)

- ✚ La Valeur technique sera notée comme suivant :

Critère 1 : Méthodologie et organisation de chantier spécifique à l'opération

- *Note méthodologique spécifique à l'opération : Notée sur 10 pts*
- *Moyens humains prévus pour l'opération : Notés sur 5 pts*
- *Moyens techniques et procédés particuliers prévus apportant une réelle valeur ajoutée pour l'opération : Notés sur 10 pts*
Pour les lots 8, 12, 13 et 14 pour lesquels une utilisation de matériaux de réemploi est demandés, ces critères seront notés à hauteur de 3,5 points sur les 10 points prévus

La note totale sur 25 points se verra affectée de la pondération correspondante (25 %)

Critère 2 : Cohérence du planning des travaux

- *Délais consacrés aux études : Notés sur 5 pts*
- *Délais d'approvisionnement des ouvrages ou de fabrication : Notés sur 5 pts*

- *Délais de réalisation des travaux et Planning de décomposition des tâches en adéquation avec les moyens humains mis en œuvre et en cohérence avec les interactions des autres lots : Notés sur 5 pts*

La note totale sur 15 points se verra affectée de la pondération correspondante (15 %)

Barème de notation :

- Absence de réponse : 0%
- Réponse insuffisante : 25%
- Réponse moyennement satisfaisante : 50%
- Réponse satisfaisante : 75 %
- Réponse très satisfaisante : 100%

Article 20 – Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

Article 21 – Conditions de remise des candidatures et offres

Article 21.1 – Conditions d'envoi par transmission électronique

Les offres seront transmises **OBLIGATOIREMENT de façon dématérialisée**, à l'adresse URL suivante : <https://www.territoires-numeriques-bfc.fr>.

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégée du candidat. La dénomination des documents de votre candidature et de votre offre est importante : elle doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par l'entité adjudicatrice sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf".

Afin d'éviter tout dysfonctionnement, il est conseillé aux candidats de nommer leurs fichiers sans caractères spéciaux (è, ç, à, ù, \$, É...).

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Afin de pallier des difficultés éventuelles de configuration informatique ou d'utilisation de la plateforme territoires numériques Bourgogne Franche Comté, la CCBLI incite fortement les entreprises à anticiper la procédure de dépôt de leur plis et en cas de problèmes à contacter au plus vite le numéro suivant : 0.970.609.909 (hotline ouverte de 9h à 12h30 et de 13h30 à 19h du lundi au vendredi).

Par la seule remise de son pli, le candidat confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, s'il est désigné attributaire, à rematérialiser son acte d'engagement et à le signer manuscritement dans les conditions de l'article 24 ci-après.

Article 21.2 Transmission sous support papier (**interdite**)

Conformément à l'obligation de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. **Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.** De ce fait, toute offre transmise sous support papier sera qualifiée d'irrégulière et sera rejetée sans être analysée, sauf si l'acheteur offre la possibilité au(x) candidat(s) concerné(s) de régulariser leur pli. Pour rappel, ceci constitue une possibilité et non un droit acquis pour le(s) candidat(s).

Article 22 - Signature des documents transmis par le candidat

La signature électronique n'étant pas une obligation pour le moment, la Communauté de Communes a choisi d'opter pour la signature manuscrite de l'offre finale (Acte d'engagement) avec le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique.

Article 23 - Rematérialisation des documents électroniques avant attribution

L'offre finale (Acte d'Engagement) sera rematérialisée pour signature manuscrite entre la Communauté de Communes Bresse Louhannaise Intercom' et l'attributaire du marché. A ce titre, le candidat retenu s'engage à procéder à la signature manuscrite de l'offre sans procéder à la moindre modification de celle-ci et de la renvoyer à la personne responsable du marché sous cette forme dans un délai qui ne devrait pas excéder 7 jours francs à compter de la date de réception de la demande formulée en ce sens par la Communauté de Communes, via la messagerie sécurisée de son profil acheteur.

Afin de répondre à l'obligation de dématérialisation, le contrat sera notifié via la messagerie sécurisée du profil acheteur de la Communauté de Communes.

Article 24- Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise soit par voie postale sous pli scellé en recommandé avec avis de réception, soit déposée directement à l'accueil de la Communauté de Communes Bresse Louhannaise Intercom' contre récépissé de dépôt aux horaires suivants : 8h30 – 12h00 / 14h00 – 17h00.

Dans tous les cas, le pli devra obligatoirement comporter les mentions suivantes :

<p>Monsieur le Président de la CC Bresse Louhannaise Intercom'</p> <p>Adresse : Maison de l'entreprise, 1 place Saint-Jean - 71500 LOUHANS</p> <p>« Offre pour la consultation relative à la construction d'une salle de sport intercommunale à Branges »</p> <p>N° et intitulé du (des) lot(s) :</p> <p>Entreprise :</p> <p>NE PAS OUVRIR</p> <p>COPIE DE SAUVEGARDE</p>
--

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- elle est parvenue à destination dans le délai fixé pour la remise des offres.
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des DCE et de la copie de sauvegarde, cette dernière pourra être ouverte si :

1° Un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
2° Une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le maître de l'ouvrage s'il n'est pas ouvert.

Article 25- Assistance aux candidats et échanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les communications et les échanges d'informations pendant toute la phase de passation du marché (allant de la phase de mise en ligne du dossier de consultation jusqu'à la notification du marché via la plateforme de dématérialisation dite « profil acheteur »), sont réalisés par voie électronique via la messagerie sécurisée du profil acheteur de la Communauté de Communes Bresse Louhannaise Intercom', à l'adresse suivante : <https://www.territoires-numeriques-bfc.fr> sous réserve des exceptions prévues par voie réglementaire.

Article 26 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir leur question via exclusivement le module questions-réponses de la plateforme <https://www.ternum-bfc.fr/> et ce, au plus tard jusqu'au 25 août 2025 -17h00.

Une réponse sera alors adressée au plus tard le 1^{er} septembre 2025- 17h00 à tous les candidats ayant téléchargé le dossier après identification.

Article 27 – Phase de négociation

Sans objet.

Article 28 – Visite du site

Les candidats sont libres de se rendre sur les lieux, s'ils le souhaitent.

Article 29 – Infructuosité

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une nouvelle procédure ou passer un marché sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

Article 30 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra signer manuscritement son acte d'engagement et justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique.

Il devra ainsi, dans un délai de 7 jours francs à compter de la date de réception de la demande envoyée par voie dématérialisée, fournir les éléments justifiant sa situation listés aux articles R2143-6 à R2143-14 du Code de la Commande Publique et notamment :

- ✚ Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L2141-3 du code de la commande publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- ✚ Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- ✚ Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- ✚ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

Si le candidat n'est pas en mesure de produire les pièces dans le délai imparti, ou se trouve dans l'impossibilité de les produire, l'offre du candidat sera nulle et non avenue et la même demande sera faite dans les mêmes conditions au second candidat le mieux classé avec les mêmes conséquences.